

La dictature

William Joyce naquit à New York en 1906 d'une mère protestante anglaise et d'un père catholique irlandais qui avait pris la nationalité américaine. Quelques années après sa naissance, la famille revint en Irlande, à Galway, où William fréquenta le collège jésuite St Ignace de 1915 à 1921. Contrairement à la plupart des catholiques irlandais de l'époque, son père et lui soutenaient la domination britannique. William la soutenait si ouvertement que, en 1921, l'IRA essaya de l'assassiner. Il quitta immédiatement l'Irlande pour l'Angleterre, où, après un bref passage dans l'armée britannique (il en fut renvoyé quand il fut découvert qu'il avait menti sur son âge), il s'inscrivit au Birkbeck College de l'Université de Londres, où il commença à s'intéresser au fascisme.

En 1924, alors qu'il assistait à une réunion du Parti Tory à Battersea, Joyce fut attaqué par une bande dans une ruelle adjacente et fut frappé d'un coup de rasoir à la joue droite. Profonde, la blessure lui laissa une cicatrice qui allait de la partie du cou qui est située derrière le lobe de l'oreille jusqu'au coin de la bouche. Joyce était convaincu que ses agresseurs étaient des « communistes juifs ».

En 1932, Joyce fut un des premiers à adhérer à l'Union britannique des Fascistes d'Oswald Mosley. Grand orateur, il faisait forte impression sur ses membres et ses sympathisants. Au bout de quelques années, il fut promu directeur de la propagande et, peu après, vice-président de la BUF. Il contribua à faire prendre une direction résolument antisémite à l'Union, ce qui plut modérément à Mosley. Mosley le destitua en 1937. Entre-temps, Joyce s'était rapproché des positions nationales-socialistes.

À la fin août 1939, peu de temps avant la déclaration de guerre et sans doute averti par un ami du MI5 qu'ils étaient sur le point d'être arrêtés, Joyce et sa femme Margaret s'enfuirent en Allemagne. Par l'entremise d'une ancienne militante du mouvement de Mosley, elle aussi réfugiée en Allemagne, il trouva un emploi au service anglais de la radio allemande. Il y anima une émission quotidienne dans laquelle il fustigeait avec un esprit caustique l'establishment britannique et la finance internationale juive. Son style à la fois flamboyant et mordant plaisait : 60% des Britanniques l'écoutaient tous les soirs après le journal de la BBC. Joyce devint ainsi l'un des propagandistes les plus populaires du régime national-socialiste.

Il fit sa dernière émission le jour même du suicide d'A. Hitler. Une semaine plus tôt, il écrivait ces mots dans son Journal : « Cela en valait-il la peine ? Je ne crois pas. Le National-socialisme est une belle cause, mais la plupart des Allemands, pas tous, sont de sacrés imbéciles ».

J. Goebbels, la défaite imminente, prit des dispositions spéciales pour que Joyce et sa femme fussent exfiltrés.

Réfugié avec elle dans la ville frontalière de Flensburg, il y fut capturé par deux soldats de l'armée britannique. L'un d'eux était d'origine juive.

Ramené en Grande-Bretagne, il fut incarcéré à la prison de Wandsworth. Quelques jours plus tôt, le gouvernement anglais avait fait voter le Treason Act dans le souci de simplifier la procédure pénale relative à des charges de trahison, Accusé de trahison en dépit du fait qu'il n'avait pas la nationalité anglaise, son procès débuta le 17 septembre 1945. Le 19, « Le jury, raconte le journaliste du Guardian qui couvrait le procès pour ce journal (*), quitta la salle. Les délibérations durèrent une vingtaine de minutes. Le jury revint et le président du jury rendit le verdict : « coupable ». Le juge, après avoir mis son chapeau noir, prononça que Joyce serait pendu jusqu'à ce que mort s'ensuive. Le tic nerveux que conservait Joyce se tordit en une sorte de sourire ; l'expression de son visage semblait indiquer qu'il allait parler, mais il s'inclina en silence, se retourna et quitta la cour. Deux hommes assis à l'arrière pleurèrent. Le tribunal resta silencieux »

Il fut pendu le 3 janvier 1946 et, comme le voulaient les lois démocratiques de l'époque, jeté dans la fosse commune de la prison. Il avait 39 ans. En 1976, à la demande de sa fille, sa dépouille fut exhumée et ré-enterrée au cimetière de Bohermore, dans le comté de Galway, en Irlande.

De lui il nous restent *Fascism and Jewry* (1933), *Twilight Over England* (1940) ainsi qu'un certain nombre d'articles, réunis dans *Letters of Lucifer and leading Articles from the Blackshirt* (1933), sans compter la note qu'il écrivit avant son exécution et qui fut lue à la BBC quelques heures après que le bourreau eut fait son office : « Dans la mort, comme dans cette vie, je défie les Juifs qui ont provoqué cette dernière guerre et je défie la puissance des ténèbres qu'ils représentent. Je mets en garde le peuple britannique contre l'impérialisme dévastateur de l'Union soviétique. Puisse la Grande-Bretagne redevenir forte et, à l'heure où les plus grands dangers menacent l'Occident de l'intérieur, la croix gammée être relevée de la poussière, couronnée par ces mots historiques : « Vous avez vaincu malgré tout ». Je suis fier de mourir pour mes idéaux ; et je suis désolé pour les fils de la Grande-Bretagne qui sont morts sans savoir pourquoi. »

« Dictatorship » a été écrit à une époque où il n'était pas un patriote qui n'ait été convaincu que la démocratie n'allait bientôt plus être qu'un mauvais souvenir et c'est l'un des deux seuls aspects de cet article qui ait – bien – vieilli ; a très mal vieilli, au contraire, la tentative de justification du Fascisme par

la science, cette imposture. L'absolue nécessité de l'instauration d'une dictature à la place de la démocratie n'a jamais été aussi cruellement actuelle.

La démocratie, fondamentalement et individuellement, est bien un goût acquis et tout montre que ce goût peut être facilement perdu. Au sujet du concept de dictature fasciste, il serait bon d'omettre toute référence à des phénomènes démocratiques, si ce n'était que certains lecteurs sont suffisamment curieux pour exiger un bref examen du stimulant qui a produit le plus grand effet et la révolution la plus fondamentale depuis la Renaissance. Assurément, la dictature, comme nous l'entendons, a beaucoup de mérites positifs ; mais son instauration peut néanmoins être facilement justifiée par un simple examen sommaire de cette absurdité raffinée qui est connue sous le nom la démocratie. Alors que la dictature peut, comme nous allons le voir, être définie très précisément, le terme « démocratie » a une variété de sens qui correspond pleinement à l'inconsistance de la chose, dont les défenseurs tirent un avantage caractéristique dans l'art de la discussion. Certains l'expliqueraient par l'épigramme « Liberté, Égalité, Fraternité » ; et cette épigramme fut la dernière épitaphe écrite sur le bon sens social.

L'héritage de caractéristiques mentales et physiques, l'existence d'insurmontables différences environnementales, les lois de la biologie et de la psychologie rendent impossible l'existence d'une quelconque égalité réelle entre les hommes.

Il doit y avoir des différences, bien que ces différences ne doivent pas trouver leur expression dans le snobisme ou dans des distinctions sociales qui reposent sur des titres obscurs comme celui de Chevalier, créé pour débarrasser une circonscription électorale d'un titulaire, lorsque son siège est brigué par un membre plus techniquement utile du Parti du Premier ministre. Le Fasciste est opposé à la plupart des inégalités de notre système actuel. Il s'oppose à ces inégalités, non pas parce qu'elles sont des inégalités, mais parce qu'elles sont complètement indépendantes du seul vrai critère de discrimination – la disposition à servir l'État. Ainsi, lorsque le Fasciste condamne les priviléges qui ne correspondent pas à un service, il est très loin de s'opposer aux lois des grandes sciences. En fait, le fascisme est la seule approche scientifique actuelle de la politique et de l'économie ; et la dictature est la seule approche scientifique du gouvernement.

Certaines personnes croient naïvement que l'« égalité » est souhaitable et en ont déduit qu'elle est par conséquent possible. Ces raisonnements ne sont pas rares chez les sentimentaux.

Il n'est pas rare d'entendre parler d'« égalité des chances ». La phrase, telle qu'elle est employée par de nombreux socialistes, est absurde, à moins d'accepter les propos de vantard discrépantes qu'a tenus J. B.

Watson en déclarant qu'il pourrait façonnner les êtres humains à sa guise, s'il pouvait contrôler l'environnement dans lequel ils vivent dans leur enfance. Un enfant destiné à devenir musicien n'a que faire de la chance de devenir mathématicien ; et si nous souhaitions l'égalité réelle, nous pourrions commencer par mesurer les différences individuelles et ensuite les diverses chances, de manière à ce que l'enfant le plus doué soit le moins aidé. En effet, le fascisme offrira des chances supérieures au seul mérite.

Malheureusement, l'exploration du sujet envoûtant de l'égalité nous a fait oublier la liberté. Aucune étude profonde de la nature humaine n'est nécessaire pour révéler le fait qu'une société qui serait déterminée à faire respecter l'égalité aurait à renoncer à la liberté. L'égalitariste des temps modernes ressemble à Procuste qui attachait ses victimes sur un lit, puis, à l'aide d'un couperet et d'un treuil, leur raccourcissait les membres ou les leur étirait, selon leur taille, pour que celle-ci corresponde aux dimensions du lit. Tout homme serait en droit de tirer la conclusion que l'égalité est sans aucun doute l'antithèse de la liberté, s'il connaissait la signification du mot « liberté » : mais il est impossible d'en préciser la définition. La liberté de voler les poules d'un voisin, la liberté de ruiner des milliers d'êtres humains par des spéculations malhonnêtes, mais « légitimes », la liberté d'acheter des boissons alcoolisées au lever du soleil et la liberté de respirer sont toutes évaluées différemment par les différents amoureux de la liberté. Il semble donc que le but du droit est de limiter la liberté humaine dans l'intérêt de la société ; et le fait que la famine remplace actuellement l'abondance est une bonne raison pour empiéter encore davantage sur la liberté dont l'Ecole d'économie de Manchester est si fière. Car, sans envisager la moindre atteinte au principe de la propriété privée, nous sommes malheureusement obligés de nous attarder sur ces mots de Nietzsche : « Au fond, maintenant encore la morale du marchand n'est qu'une morale de pirate, plus avisée. » Si sa critique avait été appliquée aux financiers internationaux, il aurait fallu qu'elle soit plus tranchante. En tout cas, le fascisme ne donnera à personne la liberté de détruire l'Angleterre et son empire.

Une seule allusion a été faite jusqu'à présent à la fraternité. La raison en est évidente. Dans les sociétés confrontées à des luttes féroces entre la liberté et l'égalité, il n'y a pas de place pour l'esprit fraternel. La seule chose sage que firent les révolutionnaires français fut d'exécuter leurs amoraux mentors. Il semble que les Russes aient retenu plus ou moins la leçon et leur « intelligentsia » fut largement récompensée des services qu'elle avait rendus à la démocratie. Il est permis de douter qu'un homme ait jamais défendu la cause de la liberté sans chercher consciemment ou inconsciemment à dominer ses semblables ; et ceux qui luttent pour l'égalité sont finalement contraints de recommander qu'elle soit établie par une force majeure. La raison recule de dégoût devant ces faits, qui rendent toute fraternité démocratique impossible en dehors de la grande fraternité de la corruption politique. La personne qui souhaite trouver la fraternité par excellence commence et finit sa quête dans le fascisme ; car le fascisme est une certitude qui ne connaît pas les distinctions qui lui sont extérieures. Le fascisme est la forme d'organisation sociale qui seule peut produire une vraie camaraderie basée sur un dévouement total et exempt de jalouses inhérentes à l'éducation démocratique.

Comme la démocratie est fondée sur des principes contradictoires, nous ne devrions pas nous étonner que son existence même soit souvent niée. Mais il y a quelque chose de pire sous le soleil que la démocratie théorique. C'est la démocratie de façade. Comme les principes ne fonctionneront pas, il faut donner l'illusion qu'ils fonctionnent, ne serait-ce que par égards pour les fantômes de ces pieux hypocrites qui introduisirent dans ce pays non seulement la démocratie, mais les pires conditions de travail que cette île ait connues. Les écoles économiques du « Laissez-Faire » ou de la « pauvreté » ont conspiré pour priver de leurs moyens de subsistance vitaux les masses auxquelles elles ont appris la politique ; et, en retour, la branche politique de la conspiration a donné aux travailleurs l'illusion de la démocratie. La condition essentielle de cette illusion était que le gouvernement devait sembler être un gouvernement « du peuple, par le peuple et pour le peuple », tandis que les politiciens soit cherchaient un compromis entre leur propres croyances et les propositions plausibles qui leur feraient gagner les élections, soit, tout simplement, décidaient de se concentrer sur cette plausibilité. Pendant ce temps, la loi d'airain des salaires rendait l'ascétisme nécessaire pour apprécier la démocratie. Disraeli, délinquant de haut vol, eut la grâce d'écrire : « Le monde est las des hommes d'Etat que la démocratie a rabaisé au rang de politiciens. » Et puisque la seule façon d'accéder au pouvoir était d'être capable d'obtenir l'approbation de malheureux qui pouvaient porter plus facilement des jugements sur les mathématiques pures que sur les questions profondes de la politique, un nouveau type de politicien apparut que ces mots de Milton décrivent parfaitement : –

« il semblait créé pour la dignité et les grands exploits ; mais en lui tout était faux et vide ; bien que sa langue distillât la manne, qu'il pût faire passer la plus mauvaise raison pour la meilleure, embrouiller et déconcerter les plus mûrs conseils. Car ses pensées étaient basses ; ingénieux aux vices, mais craintif et lent aux actions plus nobles ; toutefois, il plaisait à l'oreille, et avec un accent persuasif, il commença ainsi... »

Il commença en fait une corruption qui fait qu'il sera tout simplement impossible de gouverner effectivement ce pays tant que lui et ses œuvres ne seront pas détruits. Tantôt il suit ses propres inclinations, tantôt il consulte les gens, mais jamais il ne s'élève au-dessus du principe qu'il est infiniment plus important d'être au pouvoir que de gouverner. Il doit au moins faire semblant, parfois, de respecter la charge que le peuple lui a confiée. Il doit faire les promesses qui lui feront gagner des votes. Et il doit concilier la munificence des périodes électoralas à la parcimonie mesquine des séances parlementaires. Notre démocratie de façade, progéniture d'une corruption plausible et d'une cupidité sotte, si elle n'est pas déraisonnable, fait en sorte que ni le peuple ni les politiciens ne gouvernent. Leur niveau d'influence respective varie selon que les élections approchent ou s'éloignent. Pour éviter d'être accusé de nous en tenir aux généralités, nous citerons quelques exemples de la façon dont la « démocratie » reste fidèle à son nom.

1. En 1918, M. Lloyd George a promis au peuple anglais qu'il réprimerait les bandits armés du Sinn Fein. Sans aucun mandat, il a accédé aux exigences de Michael Collins, le chef de la bande.
2. La Grande-Bretagne se désengage d'Egypte depuis 1924 sans le consentement du peuple.
3. « Labour and the Nation » (1) a mis les socialistes au pouvoir en 1929. Le Vicomte Snowden a récemment déclaré que le document n'avait pas grand intérêt. En tout cas, MM Macdonald et Thomas (2) n'avaient évidemment aucune intention de respecter les conditions sous lesquelles ils avaient accédé au pouvoir.
4. Le résultat des élections générales de 1931 a été déterminé en grande partie par la promesse que le taux de change de la livre serait maintenu, alors que tous les politiciens qui connaissaient leur travail savaient que ce maintien était impossible. La nécessaire violation de cette promesse aura coûté 350 000 000 £.
5. Lorsque M. Baldwin était Premier ministre, il refusa de protéger l'acier parce qu'il n'avait pas de mandat populaire pour le faire : M. Baldwin semble cependant préférer succomber aux « Six Portes de la Joyeuse Sagesse » (3) plutôt que de demander au peuple de soutenir son attitude à l'égard de la question indienne. Il préfère utiliser les stratagèmes les plus méprisables de l'intrigue politique pour obtenir la reddition du sous-continent indien à Gandhi ; tout en fulminant contre d'honorables et franches dictatures, il trompe le peuple, corrompt ses disciples et se trompe.

Ainsi fonctionne la démocratie. Le lecteur n'a aucune chance de trouver une application plus parfaite de la démocratie : car une proposition basée sur des prémisses contradictoires ne peut pas trouver d'application parfaite. Parce que les conservateurs veulent rendre les pauvres encore plus misérables, les socialistes sont autorisés à conserver leurs préjugés anti-impériaux : et donc nous avons un gouvernement national dans lequel la vanité des snobs n'est surpassée que par la vanité de leurs clients.

L'opportunisme et la plausibilité jouent un certain rôle dans la social-démocratie. Les principes n'y jouent aucun rôle, si l'on excepte le principe qu'il faut remporter des sièges. L'activité du démocrate est d'entretenir les préjudices. Depuis près d'un siècle, nos économistes prêchent le libre-échange sous un prétexte ou l'autre et c'est un cas de force majeure qui a contraint la présent Gouvernement à adopter certains tarifs douaniers. La foi dans le libre-échange persiste, précisément parce que les mauvais capitalistes comptent sur des importations bon marché pour maintenir les salaires minimum à un niveau aussi bas que possible : il y a encore des libre-échangistes qui voudraient que le niveau de vie de notre démocratie atteigne celui des pays orientaux les plus pauvres. D'autres pays ont subi le fléau de la démocratie et y ont survécu par l'instauration de la dictature : et il est de plus en plus évident que notre propre fléau doit disparaître de la même manière, si nous ne voulons pas être exterminés. La dictature se répand maintenant dans le monde, non pas simplement parce que l'homme le veut, mais aussi parce qu'elle répond à la nécessité absolue d'un destin inexorable.

Seuls les plus crédules et les plus rigides continuent à avoir foi dans la démocratie. Cette perte de confiance est remarquablement bien illustrée par un livre de M. John Strachey intitulé « La menace du fascisme ». Si M. Strachey ne peut pas encore être considéré comme un ingénue et indéfectible admirateur du fascisme, son petit ouvrage a toute notre reconnaissance, parce que les phénomènes qu'il attaque ne sont pas des phénomènes fascistes : et nous ne pouvons pas nous empêcher de citer quelques passages où l'honnêteté de l'écrivain l'a obligé à blâmer l'inefficacité de la démocratie et à évoquer les mérites de la dictature. Ces extraits sont disposés de manière à faire ressortir la tendance du raisonnement :

- (a) « Pour la première fois de mémoire d'homme, le peuple britannique a commencé à douter de l'avenir ».
- (b) « Les masses sentiront dans leur propre corps, par leurs intolérables souffrances présentes, la nécessité absolue d'agir ».
- (c) « Pour se défendre contre le fascisme et préserver le principe de la démocratie... les sociaux-démocrates (en Allemagne) ont dû soutenir mois après mois un gouvernement qui, en pratique, devenait une dictature. Pour empêcher que les chômeurs ne soient « sacrifiés par un régime fasciste », les sociaux-démocrates ont soutenu la réduction des prestations chômage d'un tiers par semaine.
- (d) « La tentation d'avoir, au prix d'un repli politique et industriel temporaire, un vaste « front uni » contre le Fascisme semble irrésistible... Néanmoins, il peut être... démontré de façon concluante que cette politique, si elle est menée jusqu'au bout par les travailleurs britanniques, les conduira, avec une logique rigoureusement mathématique, à la défaite, à la ruine et au massacre ».
- (e) « ... les dirigeants actuels du Parti travailliste... promettent de s'opposer à la dictature du prolétariat, bien que la seule dictature du prolétariat actuelle abolisse rapidement les priviléges de classe, ne soit pas loin d'avoir instauré une véritable égalité des chances, ait fait disparaître le chômage ... et jouisse incontestablement du soutien passionné des... ouvriers ».

Si le contexte du dernier extrait ne précise pas à quelle dictature M. Strachey se réfère, la tendance générale du livret nous amènerait à penser que l'allusion est à la Russie soviétique. Si notre supposition est exacte, nous ne pouvons pas accepter les déclarations de l'auteur : mais nous notons avec un extrême intérêt l'habileté avec laquelle il passe de la méfiance à l'égard de la démocratie à la louange de la dictature. Les splendeurs du remaniement qu'a effectué Mussolini en Italie, la compétence magistrale de son gouvernement, la renaissance de la nation allemande, qui est due à Hitler et même l'autocratie désespérée de Dollfuss se sont combinés pour convaincre tous les réalistes du fait que les différents médecins qui ont essayé de sauver la démocratie languissante aurait bien mieux fait de concentrer leur attention sur la technique de l'autopsie. L'âge de la dictature est venu ; et il résulte de l'évolution

scientifique plutôt que des désirs individuels ; car le monde doit cesser d'être ballotté, secoué et projeté dans l'espace par le jeu capricieux de ces forces désordonnées qui constituent la démocratie. Le Professeur Einstein, grand partisan de la relativité, pourrait comprendre cette vérité organique. L'unité organique de l'Etat ne peut résulter que de cette unité organique du gouvernement qui constitue la dictature.

L'étudiant de la politique pourrait se demander si l'aristocratie peut se présenter comme une alternative à la démocratie et à l'autocratie. La valeur pratique de la question ne justifie pas que nous la traitions aussi complètement que l'exigerait son intérêt théorique. Même s'il faut admettre que la République romaine à bien des égards se compare favorablement à l'Empire romain, nous souscrivons à cet aphorisme de Thucydide : « une ville n'est pas faite de briques, mais d'hommes. » Et, il y a cent ans, Carlyle écrivait : « Hélas, où sont maintenant les Hengists et les Alarics qui... comme des piliers de feu, guideront ces masses superflues à l'indomptable courage de vivre, pourvues, non plus de la hache de guerre et du char de guerre, mais de la machine à vapeur et du soc ? Où sont-elles ? Cachent-elles leur jeu ? »

Notre aristocratie ne représente plus les meilleurs et n'est plus en mesure de gouverner. Le dernier fait est si évident que ceux qui le contestent auront à souffrir d'être réfutés. Pour ne citer qu'une seule preuve, la Chambre des Lords a aidé et encouragé les conservateurs et les roturiers à désorganiser l'Empire. En effet, la Chambre des Seigneurs n'est là que pour apposer le sceau de la respectabilité définitive aux procédés douteux ou honteux des Tories à la Chambre basse. Il peut être allégué que les pairs n'auraient pas pu exercer leur pouvoir sans courir le risque d'être abolis ; ils furent d'ailleurs abolis ensuite (4).

D'autre part, comme on le verra plus tard, il entre dans les objectifs du fascisme de créer une nouvelle aristocratie fondée sur le mérite, de laquelle les dictateurs seront tirés. La faiblesse de l'autocratie comme système est que les autocrates naissent tels et n'ont pas à faire leurs preuves. Le fascisme s'adjointra les services de l'hérité et de l'environnement pour faire en sorte de produire des chefs dignes. Il n'est pas non plus essentiel que la dictature soit toujours exercée par un seul homme : car la camaraderie du fascisme rend possible l'exercice de la souveraineté par un groupe d'hommes. Notre dictature est la dictature du fascisme et non le despotisme personnel d'un simple homme. D'autre part, la configuration actuelle des problèmes mondiaux rend souhaitable un gouvernement d'hommes plutôt que les pitreries sournoises de politiciens dont la dépravation les sauve de la médiocrité.

Le fascisme, dans son essence même, ne peut pas concevoir que la souveraineté réside dans le peuple. Le concept d'« autodétermination » est une véritable contradiction dans les termes. La fonction

suprême du gouvernement est de déterminer la conduite des gouvernés. La détermination implique la supériorité d'un élément dans le système politique et cet élément doit être identifié à la dictature, qui a le mérite unique de maintenir en équilibre les millions d'impulsions contradictoires qui émanent des millions de conflits d'intérêts que l'évolution sociale a fait naître. La dictature fasciste n'est pas seulement une bonne théorie du pouvoir, elle est une nécessité organique : car le gouvernement d'un peuple est la détermination de son comportement par une puissance supérieure aux intérêts particuliers, comme « le grand cyprès domine de toute sa hauteur l'arbuste au bord de la route ».

Pourtant, alors que le fascisme pense qu'un gouvernement qui exauce toujours les souhaits du peuple ne peut pas réussir, il estime également qu'aucun gouvernement ne peut exister sans consulter constamment la volonté du peuple : et, sur ce point vital, il diffère de toutes les anciennes formes de despotisme et de toute forme de tyrannie. Les anciens despotismes, bienveillants ou malveillants, étaient fondés sur une théorie qui postulait leur émanation de l'autorité divine et qui assimilait la volonté du peuple à de l'impertinence pure et simple. Le fascisme n'a pas de philosophie de ce genre. Les dictatures de Mussolini et d'Hitler existent avec l'approbation écrasante de leur peuple respectif. Tous les propos diffamatoires de notre presse corrompue ne peuvent pas dissimuler le fait qu'Hitler exprime la volonté du peuple allemand, dont les souhaits ont été moqués, contrariés et déformés par la démocratie.

Le fascisme, dans son essence même, ne peut concevoir la souveraineté comme la nécessité implacable des faits. Ce pouvoir possède cependant dans l'État corporatif la méthode la plus élaborée et la plus satisfaisante jamais conçue de consultation de l'opinion bien informée du peuple. La représentation professionnelle est calculée de manière à permettre aux délégués de donner des informations sur des sujets qu'ils connaissent : cette innovation causera probablement un choc aux membres actuels du Parlement qui, par manque d'énergie ou de grâce, cessent même de stimuler une connaissance qu'ils ne possèdent pas. Même M. Churchill, autrefois dynamique, estime nécessaire d'admettre que le secrétaire d'État pour l'Inde a peut-être raison. « O Tempora O Mores ! ». En revanche, le système fasciste veillera à l'élection de certains membres dont le devoir sera d'exercer une représentation plus générale que celle que les experts peuvent exercer. L'autorité pour procéder à la nomination de ces membres résidera dans le système fasciste de gouvernement et cette nomination ne sera possible ni pour les jeunes gens de bonne famille qui sont fatigués des garden-parties, ni pour les vieux capitaines d'industrie qui ont perdu de nombreux vaisseaux bien assurés, ni encore pour les agitateurs sans âge qui pensent que, parce qu'ils en savent plus qu'Aristote, ils devraient être aux affaires.

Le but de cet article n'est pas d'examiner en détail le système corporatiste, dont la description doit être recherchée et se trouve ailleurs. Qu'il suffise de dire que la dictature fasciste rendra immédiatement possible la représentation réelle du peuple en imposant la nomination de ceux qui sont capables de le représenter. Un tel concept semble avoir été inconnu à la démocratie. Lorsque le fascisme reconnaît

que le peuple doit être consulté, il montre non seulement que sa philosophie est différente de celle du tyran, mais aussi qu'il a pleinement conscience que l'abus de pouvoir est une folie et qu'il est nécessaire que le gouvernement et le peuple soient en harmonie : et cette harmonie doit nécessairement naître de l'esprit unificateur du fascisme et de nulle autre source.

Certains opposants naïfs se demandent parfois comment un gouvernement fasciste pourrait changer, une fois la dictature établie. Si ces enquêteurs curieux souhaitent savoir comment le système pourrait être modifié, ils doivent être conscients que nous ne préconiserions jamais un système dans lequel nous ne croirions pas. Le doute est assurément la marque de la démocratie ; mais la certitude est la marque du fascisme. Si nous avions des doutes, nous n'irions pas de l'avant. Mais le démocrate regarde le gouvernement comme une source d'émolument plutôt que comme une responsabilité. Il voit dans la politique un continuum de changements que l'opportuniste peut mettre à profit : et il est peu disposé à laisser passer sa chance. Il faut donc, dans un premier temps, le pardonner de se préoccuper moins de la valeur du gouvernement que des moyens de changer le gouvernement, mais notre indulgence ne durera pas éternellement.

Si, en revanche, on demande comment le personnel de l'Etat peut changer, les morts eux-mêmes exigent une réponse. Le personnel de l'Etat peut être changé par les dirigeants expérimentés et aguerris de l'organisation fasciste. Les meilleurs fascistes auront le droit de faire les meilleurs choix. Ils chercheront à obtenir l'approbation parlementaire de ces changements et en feront grand cas. Mais un patriote qui ne croit pas en l'omniscience du peuple ne peut pas être réconforté par l'idée qu'"une nation qui ne veut pas être sauvée n'est pas digne d'être sauvée". Par conséquent, il pourrait même arriver qu'un dictateur, un fasciste et un patriote se résolve à sauver une nation contre sa volonté. Sinon, il devrait faire aveu de son incapacité à agir, à persuader et à gouverner. Mais le dictateur pourrait recourir et recourrait aux plébiscites dans les cas où ils pourraient mettre un terme à la discussion et servir un but utile : car le fascisme n'est pas moins déterminé à garantir la représentation populaire qu'à renforcer le gouvernement lui-même.

Alors qu'aucun fasciste ne connaît l'existence d'un droit populaire à la souveraineté, chaque fasciste prend comme principe fondamental la grande pensée d'Edmund Burke : « La question n'est pas de savoir si vous avez le droit de rendre vos sujets misérables, mais s'il est dans votre intérêt de les rendre heureux. » Mais la souveraineté elle-même doit être une entité bien établie issue d'une unité à la fois mentale et morale et non pas, comme dans un Etat démocratique, une manifestation incohérente, éphémère, insaisissable, vague de l'activité sans scrupules, mais confuse, des politiciens comme du peuple. Du point de vue de la continuité historique, la démocratie en Europe existe depuis bien moins de deux siècles. Le bilan est mauvais : mais, au cours d'une phase antérieure du développement social, cette démocratie était au moins capable de s'opposer aux revendications innombrables, multiples et contradictoires de l'individualisme. Bien entendu, cette lutte était conditionnée par les prémisses futiles

de la démocratie elle-même. Mais une nouvelle phase du développement social a commencé. La puissance des machines et les ressources de la science ont donné aux relations humaines et industrielles une complexité qui défie l'imagination de nos ancêtres tout comme elle met à l'épreuve l'intelligence de nos contemporains. Dans un domaine de relations aussi complexe et compliqué, l'organisation est la condition incontournable de la survie raciale : et l'organisation ne peut procéder d'aucune des forces opposées qui occupent ce domaine. Leur opposition doit être résolue par une puissance supérieure à la discorde. Dans le système résultant, chaque force jouera son rôle : mais de nombreuses forces changeront de direction et l'intensité de certaines diminuera. La tâche présente une difficulté par rapport à laquelle les travaux d'Hercule semblent être une simple bouffonnerie. C'est là que réside l'inaptitude manifeste des vieux partis politiques. C'est là que réside la compétence du Fasciste, qui est prêt àachever la destruction d'une croyance dépassée, pour que l'Angleterre puisse vraiment vivre. M. Strachey remarque d'un air piteux : « Si nous en Grande-Bretagne laissons le fascisme se développer, ce sera parce que nous, le mouvement de la classe ouvrière, n'avons pas réussi à montrer au peuple britannique le chemin de l'espoir et de nouveaux progrès ».

Que le « nous » de M. Strachey soit royal ou éditorial, nous lui accordons que tous les politiciens ont lamentablement échoué. Purs de toute corruption, exempts d'hypocrisie, vierges de toute cupidité, ils auraient encore échoué, car aucune pratique ne pourrait s'accorder aux théories qu'ils soutiennent. Mais le fascisme est né en Grande-Bretagne ; et, sous une dictature fasciste, la Grande-Bretagne sera véritablement une unité organique. Ceux qui voudraient qu'elle soit un cadavre démembré dans la salle de dissection de la démocratie ont fait leur temps et sont presque arrivés à leurs fins. Mais la révolution fasciste est proche. Et ces révolutionnaires, à une époque scientifique, établiront la réalité scientifique d'un gouvernement capable de gouverner et de représentants capables de représenter.

L'homme qui veut servir n'a rien à craindre d'une dictature fasciste ; car le service est la caractéristique et le principe du fascisme. Pour l'homme qui ne veut pas servir, il n'y a aucune place dans quelque Etat que ce soit. Pour nombre de personnes, qui souffrent de ce que les psycho-pathologistes appellent un complexe d'infériorité, la démocratie est une sorte de réaction de compensation : mais la mauvaise politique ne peut pas être perpétuée pour les beaux yeux des névrosés.

Certains peuvent penser que leurs mérites leur donnent le droit de dominer les autres. Cette pensée peut ne pas plaire. Certains pensent qu'ils peuvent exercer de grandes responsabilités. Ils doivent bien noter que l'attitude scientifique du fascisme exigera des preuves de service.

Maintenant, si l'on demande enfin par quels hommes notre dictature doit être exercée, même nos adversaires les plus déterminés trouveront une logique irréfutable dans cette réponse : « Les hommes

qui font de l'Angleterre un pays fasciste sont des hommes que toute l'Angleterre ne peut pas gouverner et par conséquent ils doivent gouverner toute l'Angleterre ». La force est le test de la dictature effective et la victoire est l'épreuve de force.

William Joyce, Dictatorship, Londres, British Union of Fascists, 1933, traduit de l'anglais par B. K.

(*) <http://www.theguardian.com/theguardian/2011/sep/20/archive-joyce-to-be-hanged-for-treason-1945>.

(1) « Labour and the Nation » est le nom du programme que le Parti travailliste présenta aux élections de 1929.

(2) Le travailliste Ramsay MacDonald fut nommé Premier ministre du Royaume-Uni pour la seconde fois le 5 juin 1929. Il nomma Lord Privy Seal (Le Lord garde du sceau privé) le travailliste et syndicaliste James Thomas. Secrétaire d'Etat aux colonies dans le premier gouvernement McDonald, il le redevint dans le second (1929-1931). En mai 1936, il fut contraint de se retirer de la politique à la suite de la révélation de son implication dans un scandale financier.

(3) « Les Six Portes de la Joyeuse Sagesse » désigne un supplice chinois, qu'il serait pléonastique de qualifier d'atroce.

(4) La référence est à l'abolition de la Chambre des Lords sous le Commonwealth d'Oliver Cromwell, qui fut cependant restaurée onze ans plus tard, en 1660. Il reste que la Chambre des Lords commença à perdre de son influence au cours du XIXème siècle. Le Parliament Act de 1911, en supprimant le veto financier qu'avaient les Lords et en limitant leur possibilité de s'opposer aux projets de la Chambre des communes, consacra cet affaiblissement.